

| | |
|-------------------------|--|
| Intitulé de l'UE | Droit administratif |
| Section(s) | - (4 ECTS) Bachelier Assistant(e) Social(e) Cycle 1 Bloc 1 |

| Responsable(s) | Heures | Période |
|-----------------------|---------------|----------------|
| Marie HESPEL | 50 | Quad 2 |

| Activités d'apprentissage | Heures | Enseignant(s) |
|----------------------------------|---------------|----------------------|
| Droit des CPAS | 25h | Marie HESPEL |
| Droit des étrangers | 25h | Marie HESPEL |

| Prérequis | Corequis |
|------------------|-----------------|
| | |

| Répartition des heures |
|--|
| Droit des CPAS : 20h de théorie, 5h d'exercices/laboratoires |
| Droit des étrangers : 20h de théorie, 5h d'exercices/laboratoires |

| Langue d'enseignement |
|---------------------------------------|
| Droit des CPAS : Français |
| Droit des étrangers : Français |

| Connaissances et compétences préalables |
|--|
| Nihil |

| Objectifs par rapport au référentiel de compétences ARES |
|--|
| Cette UE contribue au développement des compétences suivantes |
| <ul style="list-style-type: none"> • Etablir une communication professionnelle <ul style="list-style-type: none"> ◦ Recueillir, traiter et transmettre des informations dans le respect des règles déontologiques ◦ Adopter le langage professionnel du secteur • Interagir avec son milieu professionnel <ul style="list-style-type: none"> ◦ Identifier les acteurs et les réseaux et en comprendre la culture, les positionnements et les stratégies ◦ Stimuler, créer et articuler des dynamiques de collaboration, de coopération et de concertation professionnelles avec les bénéficiaires, les professionnels et les réseaux ◦ Se positionner au sein d'une équipe dans le respect du secret professionnel • Inscrire sa pratique dans une réflexion critique, citoyenne et responsable <ul style="list-style-type: none"> ◦ Construire son identité professionnelle ◦ Interroger, évaluer et ajuster sa pratique et son positionnement ◦ Exercer un jugement professionnel. |

- Mener une réflexion en vue de prendre des décisions responsables
- Actualiser, enrichir ses compétences (savoirs, savoir-faire, savoir-être) dans une optique de développement professionnel et personnel.
- Identifier, analyser et questionner les contextes sociétaux pour en comprendre les enjeux
 - Repérer et décrire les données multidimensionnelles des contextes d'intervention et leur évolution
 - Identifier, décoder et articuler les courants de pensée en présence, leurs principes et leurs valeurs
 - Construire un regard critique
- Identifier et analyser les situations sociales des personnes, des groupes et des communautés
 - Clarifier les difficultés, les besoins, les demandes, les attentes, les intérêts des personnes, des groupes et des communautés.
 - Relier les situations sociales des personnes, des groupes et des communautés avec le contexte social dans lequel elles s'inscrivent.
 - Etablir des relations entre les éléments constitutifs de la situation en vue d'élaborer un processus d'intervention.
- Elaborer, mettre en œuvre et évaluer avec les personnes, les groupes et les communautés un processus d'intervention sociale
 - Clarifier les mandats professionnel, institutionnel et social
- Construire, développer et gérer des relations professionnelles avec les personnes, les groupes et les communautés
 - Etablir une relation d'aide, avec les personnes, les groupes, et les communautés
- Soutenir et promouvoir le changement social et l'innovation
 - Mettre en débat les questions sociales actuelles et émergentes.

Acquis d'apprentissage spécifiques

Expliquer le fonctionnement et la gestion interne d'un CPAS

Appliquer la réglementation relative au droit à l'intégration sociale et à l'aide sociale et calculer le montant du revenu d'intégration sociale et de l'aide sociale équivalente

Décrire et illustrer les différentes mesures d'intervention du CPAS et les appliquer en fonction de la situation sociale de chaque bénéficiaire

Décrire les évolutions historiques du droit des étrangers et les débats actuels

Employer, à bon escient, les notions de personne étrangère, demandeur de protection internationale, réfugié, apatride

Résumer les différents systèmes de protection des personnes étrangères, en vigueur en Belgique

Comparer les institutions ainsi que leur rôle dans la politique d'accueil des étrangers

Appliquer de nombreuses notions juridiques en lien avec la matière, en vue d'une collaboration avec les professionnels du secteur

Contenu de l'AA Droit des CPAS

Partie 1. Le fonctionnement et la gestion du CPAS: Présentation du CPAS, le conseil de l'action sociale, la présidence, le bureau permanent, les comités spéciaux, le comité de concertation, le personnel

Partie 2. Les missions du CPAS : la procédure, le droit à l'intégration sociale, le droit à l'aide sociale

Contenu de l'AA Droit des étrangers

Chapitre 1. Historique de l'immigration en Belgique

Chapitre 2. La nationalité belge

Chapitre 3. Considérations générales relatives à l'immigration

Chapitre 4. Les citoyens ressortissants de l'Union européenne

Chapitre 5. Les citoyens non-ressortissants de l'Union européenne

Chapitre 6. La protection internationale

Méthodes d'enseignement

Droit des CPAS : cours magistral, approche interactive, approche par situation problème, approche inductive, approche déductive

Droit des étrangers : cours magistral, approche interactive, approche par situation problème, approche inductive, approche déductive

Supports

Droit des CPAS : syllabus, notes de cours, notes d'exercices

Droit des étrangers : syllabus, notes de cours, notes d'exercices

Ressources bibliographiques de l'AA Droit des CPAS

Législation

Loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'actions sociale, *M.B.*, 6 mai 1965, p. 5161.

Loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, *M.B.*, 5 août 1976, p. 9876.

Loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, *M.B.*, 31 juillet 2002, p. 33610.

Doctrine

Memento des cpas, Kluwer, 2019.

Memorandum federal 2019 des CPAS (note technique), Fédération des CPAS, 2019.

Aide mémoire des CPAS - recueil des principales dispositions légales, Fédération des CPAS, 2019.

Le fonctionnement des CPAS expliqué aux mandataires, Fédération des CPAS, 2019.

Les missions au coeur du CPAS - guide pratique, Fédération des CPAS, 2019.

Webographie

SPP intégration sociale

site de la sécurité sociale belge

site de l'union des villes et des communes de Wallonie (ucvw)

Ressources bibliographiques de l'AA Droit des étrangers

Législation

Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 13 mai 1955, *M.B.*, 19 août 1955, p. 5028.

Convention de Genève, signée à Genève le 28 juillet 1951, approuvée par la loi du 26 juin 1953, *M.B.*, 4 octobre 1953, p. 6262.

Règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride (dit Règlement de Dublin III), 29 juin 2013, L 180, p. 31.

Loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, *M.B.*, 31 décembre 1980, p. 14584.

Doctrine

CARLIER J.-Y. et SAROLEA S., *Droit des étrangers*, Bruxelles, Larcier, 2016.

CARLIER J.-Y., CREPEAU F., SAROLEA S. et FLAMAND C., *Droit d'asile et des réfugiés - manuel de cours*, UCLouvain, 2020.

FERON D., *Le droit des étrangers à l'usage des cpas et des services sociaux*, Liège, Wolters Kluwer, 2015.

Webographie

Association pour le droit des étrangers (ADDE)

Vivre en Belgique

Coordination et initiative pour étrangers (CIRE)

Évaluations et pondérations

| | |
|---|---|
| Évaluation | Évaluation avec notes aux AA |
| Pondérations | Droit des CPAS : 50% Droit des étrangers : 50% |
| Langue(s) d'évaluation | Droit des CPAS : Français Droit des étrangers : Français |
| Méthode d'évaluation de l'AA Droit des CPAS : | |
| Examen écrit (100%) En cas de confinement lors de la session d'examens, l'examen écrit se fera en ligne via un QCM sur Moodle. | |
| Méthode d'évaluation de l'AA Droit des étrangers : | |
| Examen écrit (100%) En cas de confinement lors de la session d'examens, l'examen écrit se fera en ligne via un QCM sur Moodle. | |

Année académique : **2021 - 2022**